



## **Suivi de la mise en œuvre du Plan de gestion des matières résiduelles 2016-2020**

**Rapport d'activités 2020**

**Présenté au MELCC**

**Rédaction :**



Collectivités écologiques Bas-Saint-Laurent  
1650 rue de la ferme, Ste-Anne-de-la-Pocatière, G0L 1W0

MATIÈRES RECYCLABLES

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéance	Avancement et commentaires
1	<b>Sensibiliser tous les secteurs à la collecte des matières recyclables</b> R : MRC C : Municipalités, ICI, Centre de tri	2020	TERMINÉ - Plusieurs outils de sensibilisation ont été développés et distribués par Co-éco : mémo du tri, bulletins municipaux, ligne-info, cahier du recyclage. Les données de l'application <i>Ça va où ?</i> de Recyc-Québec ont été validées avec la réalité régionale, tournée de 750 bacs bleus (accroche-bacs distribués, principaux contaminants notés, discussions avec les citoyens) a eu lieu également.  <b>2020</b> bulletin municipal de septembre axé sur ce qui ne va pas au bac bleu, 6 ateliers sur la gestion des matières résiduelles effectués dans des écoles du Kamouraska, offre de présentation sur le bon tri des matières résiduelles à toutes les municipalités et la municipalité de Saint-Onésime s'est prémunie de cette offre au mois de décembre. <i>La sensibilisation se poursuivra au courant des prochaines années d'application du PGMR actuel.</i>
2	<b>Généraliser la collecte des plastiques agricoles à toutes les municipalités</b> R : Municipalités C : Exploitations agricoles, coopératives agricoles, MRC	2016	TERMINÉ - Depuis 2017, toutes les municipalités du Kamouraska offrent le service. 2018 : un sondage montre que le système de collecte n'est peut-être pas adapté. Le retour d'expérience de Tingwick est présenté au Comité PGMR pour stimuler la réflexion.  <b>2020</b> : Le comité bas-laurentien sur les plastiques agricoles créé à l'initiative de Co-éco, de l'UPA et du MAPAQ poursuit son mandat qui est de: trouver un débouché pour les plastiques de la région, évaluer les alternatives aux plastiques, consulter les agriculteurs, recenser les meilleures pratiques et les harmoniser.
3	<b>Équiper les lieux publics de contenants de récupération et offrir un système de tri pour les activités municipales</b> R : Municipalités C : MRC, ÉEQ	2016	TERMINÉ - 2016 : 4 municipalités ont bénéficié de la subvention (La Pocatière, Rivière-Ouelle, Saint-Alexandre, Saint-Philippe). 2017 : Invitation aux municipalités de prévoir à leur budget l'achat d'îlots de tri dans les lieux publics, malgré la fin de la subvention. 2019 : Co-Éco a offert de déposer une demande groupée au programme de récupération hors foyer pour les municipalités du Kamouraska. La municipalité de Sainte-Hélène a participé, mais le volume de demandes à ce programme était très élevé et la demande de subvention n'a pas été retenue. <b>2020</b> : Co-éco a surveillé une possible reconduction de la Table pour la récupération hors foyer qui n'a pas eu lieu finalement en 2020. <i>Co-éco demeurera à l'affût d'une reconduction possible du programme d'aide financière pour la récupération hors foyer pour les prochaines années d'application du PGMR actuel.</i>
4	<b>Augmenter le nombre de conseils municipaux sans papier</b> R : Municipalités C : MRC	2016	TERMINÉ <b>2019-2020</b> : La compilation du questionnaire de début d'année montre que 11 municipalités ont des conseils sans papier. Les autres ne réunissent pas actuellement les conditions nécessaires au succès de l'implantation technologique.
5	<b>Adopter une liste des matières recyclables par résolution et l'inclure dans les contrats avec les centres de tri</b> R : Municipalités C : MRC, centre de tri	2019	TERMINÉ <b>2019-2020</b> : après vérification auprès des 2 regroupements, de la Régie Ouest et de Ville La Pocatière, l'ensemble de la MRC accepte les plastiques 1 à 7. Les matières acceptées dans le bac bleu sont les mêmes.

MATIÈRES RECYCLABLES (SUITE)

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéance	Avancement et commentaires
6	<b>Inclure dans les devis l'obligation pour l'entrepreneur de collecte de tenir un inventaire annuel des conteneurs de matières recyclables</b> R : Municipalités C : MRC, centre de tri	2016	<p>TERMINÉ</p> <p>2016 : des municipalités l'ont intégré à leur devis: Regroupement St-Pascal : art. 1.3.2.3 (document 5), Regroupement St-Alexandre : annexe 8 (suivi fait par l'entrepreneur), La Pocatière : art 6 (document 5), Régie ouest : suivi fait par les municipalités. Au fil des ans lors du renouvellement des contrats de collecte, Co-éco a fait le suivi pour s'assurer que cette clause a été incluse aux devis de collecte.</p> <p><b>2020</b> : La municipalité de La Pocatière devant renouveler son contrat de collecte a fait appel à Co-éco pour la soutenir dans l'élaboration de son appel d'offres et cette obligation s'y trouve toujours. Un suivi a été effectué aussi auprès du Regroupement Saint-Pascal pour s'assurer que les clauses du PGMR en lien avec les renouvellements de contrat de collecte comme la mesure 6 étaient considérées sachant que le regroupement préparait un appel d'offres pour renouveler son contrat de collecte.</p>
7	<b>Créer des incitatifs financiers pour encourager la participation à la collecte sélective</b> R : Municipalités C : MRC	2018	<p>EN COURS</p> <p>2018 : Proposition d'échéancier de mise en œuvre d'une tarification incitative (TI) envoyée aux DG. Suivi effectué pour offrir du soutien à l'implantation et proposition de présentation en conseil municipal. Présentations : Saint-Bruno, Saint-Denis, Saint-André.</p> <p>2019 : tournée d'appel au DG ; rappel fait sur l'importance de la mesure et du support disponible pour l'implantation, présentation de la TI au Regroupement Est (Sainte-Hélène, Saint-Alexandre, Saint-Joseph, Saint-André).</p> <p><b>2020</b> : Tournée d'appel aux DG pour évaluer lesquels d'entre eux souhaiteraient recevoir un accompagnement pour implanter la TI (2) ou une présentation (1) ainsi que pour mesurer la volonté des conseils municipaux d'implanter la TI.</p> <p><i>Co-éco poursuivra son offre d'accompagnement pour implanter la TI en municipalité pour les prochaines années d'application du PGMR actuel.</i></p>

MATIÈRES ORGANIQUES

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
8	<b>Sensibiliser tous les secteurs à la collecte des matières organiques</b> R : Municipalités C : MRC, SÉMER	2020	<p>EN COURS - La sensibilisation se poursuit par l’entremise de la campagne <i>Le bac brun, ma solution d’avenir !</i></p> <p><b>2019</b> : 4 articles dans les bulletins municipaux, 1 bulletin spécial pour le regroupement Est (en soutien à l’implantation de la tarification incitative), une publicité radio et télé diffusée à Noël, 3 ateliers dans les écoles, publicités mensuelles dans les médias sociaux, 11 kiosques dans les événements.</p> <p>Service-conseil ICI : Tri implanté dans 4 écoles primaires, suivi du bon fonctionnement à la polyvalente à La Pocatière, appui à l’implantation du tri à l’ITA, tournée d’appels des ICI ciblées. Sensibilisation à la rentrée collégiale (mandat avec Ville La Pocatière) : événements d’accueil + journée carrière ITA + porte-à-porte dans les résidences du cégep de La Pocatière. Tournée de 750 résidences par un agent vert : distribution d’un accroche-bac informatif sur le bac brun</p> <p><b>2020</b> : 5 bulletins municipaux sur les matières organiques et 1 sur le feuillicyclage, 2 kiosques lors d’événements, document d’information sur la problématique des feuilles dans les bacs bruns distribués aux directeurs généraux, sensibilisation à la rentrée collégiale (mandat avec Ville La Pocatière) : événements d’accueil + porte-à-porte dans les résidences du Cégep de La Pocatière. 6 publicités pour inciter à participer (télés locales, journaux locaux).</p> <p><i>La sensibilisation se poursuivra au courant des prochaines années d’application du PGMR actuel.</i></p>
9	<b>Promouvoir l'herbicyclage, le compostage domestique et l'utilisation des points de dépôts pour les résidus verts</b> R : Municipalités C : MRC	2019	<p>EN COURS</p> <p>Les collectes de feuilles mortes sont indiquées sur les calendriers de collecte (service offert par Co-éco). De plus, des dépliants sur l’herbicyclage sont distribués lors des kiosques tenus par Co-éco. Des outils sur le compostage domestique sont disponibles, mais la priorité est mise sur les bacs bruns depuis le début de la collecte en 2015.</p> <p><b>2019-2020</b> : L’accroche-bac distribué mentionnait le traitement local des résidus verts. Pour le compostage domestique, une formation sur le compostage domestique a été donnée à la bibliothèque de La Pocatière et un soutien au bon fonctionnement a été offert à la polyvalente. 1 bulletin a été rédigé sur le feuillicyclage et partagé aux municipalités.</p>
10	<b>Mettre en place davantage de lieux de valorisation locaux pour les résidus verts</b> R : Municipalités C : MRC	2018	<p>TERMINÉ - 2017, lors de rencontres réunissant les directeurs généraux, ont été suggérées la mise en place d’un dépôt vert ou d’une collecte de feuilles et sapins. En 2018, les municipalités n’offrant ni l’un ni l’autre, et se situant à plus de 15 km d’un écocentre, ont été contactées pour évaluer la faisabilité d’implanter un dépôt vert. Certaines municipalités ont vu leur dépôt vert devenir un site recevant des résidus de toutes sortes et elles ont préféré le fermer. Elles invitent maintenant les citoyens à aller porter leurs résidus verts aux écocentres et à utiliser les collectes annuelles offertes. En 2020, les DG ont reçu un document de sensibilisation sur la contamination des bacs bruns par les feuilles et ont été sensibilisés à implanter des collectes de feuilles mortes saisonnières.</p>

MATIÈRES ORGANIQUES (SUITE)

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
11	<b>S'informer de la capacité des installations d'élimination ou de valorisation locales à traiter les résidus de plantes exotiques envahissantes (PEE)</b> R : MRC C : Installations locales à évaluer	2018	<p>TERMINÉ</p> <p>En 2018, suite à une recherche exhaustive, aucune installation de traitement des PEE n'existait au Kamouraska.</p> <p><b>2019-2020</b> : Le sujet est revenu dans l'actualité puisque Co-éco a débuté un travail de réflexion en collaboration avec OBAKIR, Biopterre, les ministère du Transports, de l'Environnement et de l'Agriculture pour gérer de manière efficace les résidus des plantes exotiques envahissantes (PEE) que sont le phragmite et la renouée du Japon reçues aux écocentres. La propagation constante de ces plantes force les citoyens désireux de les éradiquer à se tourner vers les écocentres qui ne possèdent ni les équipements ni le savoir-faire pour disposer de ces PEE de façon efficace et sécuritaire tout en limitant ou annihilant leur propagation dans le milieu. Actuellement, la plupart des écocentres n'acceptent donc pas ce type résidus, mais les quantités reçues de résidus de PEE ne cessent d'augmenter. Le projet vise le développement de saines procédures de gestion de ces résidus qui soient sécuritaires autant pour les humains (berce du Caucase) que pour l'environnement (toutes les PEE) incluant des procédures claires concernant la récolte, le transport, la centralisation, la disposition et le traitement des résidus.</p>
12	<b>Créer des incitatifs financiers pour encourager la participation à la collecte des matières organiques</b> R : Municipalités C : MRC	2018	Voir mesure 7.
13	<b>Diffuser un guide sur la valorisation des boues municipales</b> R : MRC C : Exploitations agricoles, coopératives agricoles, groupe-conseil agricole, municipalités.	2017	<p>TERMINÉ 2017 : Le <i>Guide d'accompagnement vers une optimisation des pratiques, recyclage agricole des biosolides municipaux</i> a été distribué au printemps aux directeurs généraux des municipalités du Kamouraska.</p> <p><b>2019-2020</b> : le suivi de vidange des boues est effectué auprès des municipalités et un rappel est prévu lorsque la vidange approche.</p>
14	<b>Préconiser le recyclage ou la valorisation des boues municipales sur des terres agricoles</b> R : Municipalités, MRC Municipalités C : Exploitations agricoles, coopératives agricoles, groupe-conseil agricole, organismes service-conseil.	2020	<p>EN COURS – 2018 : Toutes les municipalités ont été contactées à l'été pour vérifier qu'elles avaient bien inclus ou prévoyaient d'inclure une clause d'obligation de valorisation dans leur contrat de collecte des boues municipales les liant à des entrepreneurs. L'entrepreneur de collecte a été contacté pour vérifier ce qu'il advenait des boues collectées. Il semble qu'elles soient en très grande majorité épandues.</p> <p><b>2019-2020</b> : Les municipalités ont été encore sondées en début d'année. Il apparaît que les boues des étangs aérés vidangés en 2019 ont été entièrement valorisées. La question est conservée au questionnaire annuel afin de faire un suivi sur les pratiques et les quantités valorisées.</p>

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
15	<b>Assurer le recyclage ou la valorisation des boues de fosses septiques</b> R : Municipalités C : MRC, entreprises offrant le service	2019	<p>TERMINÉ – 2018 : Toutes les municipalités ont été contactées pour vérifier si elles avaient ajouté à leur contrat de vidange une clause obligeant le recyclage ou la valorisation des boues de fosses septiques. Vérification faite, aucune boue de FS ou municipale n'a été enfouie au LET.</p> <p><b>2019</b> : Mandaté par le comité, Co-éco a vérifié si la clause « endroit autorisé par le sous-ministre et conformément à l'article 22 de la LQE », telle qu'utilisée par certaines municipalités, assure la valorisation des boues. Le bureau régional du MELCC affirme que non; le LET peu aussi répondre à cette description. Cependant le ministère ne propose pas de clause alternative pour assurer la valorisation des boues. Co-Éco a proposé au comité un autre exemple de clause partagée par une MRC. Le comité consultatif est d'avis que, puisque l'ensemble des municipalités ont des vidanges organisées pour les citoyens <i>et</i> que les boues sont prises en charge par Campor ou Alain Benoit, des entrepreneurs qui ont les compétences de valorisation, alors on considère cette mesure terminée. Co-Éco continuera de faire le suivi des entrepreneurs de collecte et des quantités collectées.</p>

## RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION, DÉMOLITION

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
16	<b>Diffuser les bonnes pratiques sur la gestion des résidus de béton-brique-asphalte auprès des municipalités locales</b> R : Municipalités C : MRC, entreprises offrant le service	2018	<p>EN COURS</p> <p><b>2019</b> : Les municipalités ont été sondées sur la fin de vie de leurs résidus de béton-briques-asphalte. Il ressort que la plupart municipalités n'ont pas de clause de valorisation au devis d'appel d'offres et, pour la majorité, ne savent pas ce qu'il advient de ces résidus. Cependant, peu d'entre elles avaient effectué des travaux récemment générant ce type de résidus. Les informations ont été présentées au comité d'orientation pour réfléchir aux actions à prendre.</p> <p><b>2020</b> : Une compilation des informations existantes pour la bonne gestion de ce type de résidus en municipalité a débuté pour la préparation d'un outil à diffuser en 2021-2022.</p>
17	<b>Intégrer une obligation de valoriser les résidus de béton, de brique et d'asphalte ainsi que de bois dans les contrats municipaux</b> R : Municipalités C : MRC, entreprises de CRD	2018	<p>EN COURS</p> <p><b>2019</b> : Évaluation des possibilités de valorisation de ces résidus pour voir s'il est réaliste d'ajouter une telle clause considérant le manque d'infrastructures identifié sur le territoire (en 2017, voir mesure 19) pour accueillir les résidus des ICI et inventaire des ressources disponibles en cours.</p> <p><b>2020</b> : Les municipalités ayant effectué des travaux en 2019 (Kamouraska, La Pocatière, Saint-Bruno, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Germain, Saint-Pacôme) ont été sondées pour savoir si elles avaient ajouté une clause de valorisation obligatoire pour ce type de résidus. Il a été demandé également si au prochain contrat elles envisageaient d'ajouter une clause du type.</p>
18	<b>Distribuer du matériel d'ISÉ concernant les CRD lors de l'émission de permis aux secteurs résidentiels, ICI et CRD</b> R : MRC et municipalités	2017 et 2019	<p>TERMINÉ - 2018 : Tous les inspecteurs en bâtiments ont reçu un document en format Word à distribuer aux citoyens lors de l'émission de permis au printemps. Ce document sensibilisait les citoyens à la bonne gestion de leurs résidus CRD. Un dépliant plus complet et mieux adapté a été ensuite distribué au mois de décembre 2018 aux inspecteurs afin qu'ils le remettent lors de la distribution de permis CRD aux citoyens. Mesure renouvelée en <b>2019</b> et en <b>2020</b>.</p>

RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION, DÉMOLITION (SUITE)

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
19	<b>Faire la promotion des 3RV-E et des bonnes pratiques de GMR auprès des entreprises du secteur CRD</b> R : MRC C : Entreprises du secteur CRD, municipalités, chambre de commerce	2018	EN COURS -2017 : 5 entreprises ont été rencontrées lors d’une tournée liée au projet Écochantier et la plupart sont conscientes des 3RV-E. Il est ressorti de ces rencontres qu’il manque sur le territoire des infrastructures pouvant accueillir leurs résidus CRD. C’est pourquoi la MRC doit travailler à rendre accessible le service des écocentres aux entrepreneurs et ICI surtout pour les petits entrepreneurs.  <b>2019</b> : Mesure en attente d’une modernisation possible des écocentres du Kamouraska pour accueillir les ICI dont les entrepreneurs en construction et inventaire des entrepreneurs offrant le service en cours.  <b>2020</b> : Des discussions ont eu lieu pour monter un projet d'accompagnement auprès des entrepreneurs en gestion des résidus de chantier en collaboration avec le Fonds Écoleader et le Créneau Écoconstruction du Bas-Saint-Laurent, le but étant de monter une cohorte d'entrepreneurs pour 2022.
20	<b>Rendre disponible les services d’écocentres aux entrepreneurs, aux industries et aux municipalités pour les collectes d’encombrants et mettre en place une tarification pour les matières acceptées aux écocentres</b> R : Municipalités C : Entrepreneurs, industries	2016 et 2017	SUSPENDU – 2017 : projet-pilote (annulé - fermeture du centre de tri Gaudreau) devait évaluer les quantités de résidus CRD des ICI sur leur balance. 2018 : un relevé d’expérience a été effectué auprès de trois écocentres acceptant les ICI sans balance permettant de conclure qu’avant de pouvoir les accepter, les volumes, les types de matières et les tarifs applicables devront être évalués.  <b>2019-2020</b> : Le service de réception des encombrants des municipalités aux écocentres est offert, mais est tarifié. Ceci dit, il y a une hausse d’achalandage majeure dans les écocentres qui rend la réception de gros volumes difficile avec les infrastructures actuelles. Il sera nécessaire de les moderniser si l’on souhaite accueillir l’ensemble des encombrants de la MRC de même que les ICI.

ÉLIMINATION

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
21	<b>Réaliser une étude de caractérisation des déchets résidentiels</b> R : MRC C : Municipalités, LET, entrepreneurs de collecte, consultants en gestion environnementale	2019	SUSPENDUE - 2018 : Le Comité d’orientation juge que le prix est trop élevé pour une étude de caractérisation (ex. : 39 874 \$ pour le secteur résidentiel seulement pour la MRC de la Matanie). On doit plutôt axer sur la sensibilisation. Le Comité a établi que si le besoin se fait sentir, une caractérisation sera effectuée sur un échantillon de la population.  <b>2019-2020</b> : La Société Via fait une caractérisation du recyclage, les municipalités peuvent y avoir accès en faisant une demande officielle. La recherche d’information sur les méthodes de caractérisation s’est poursuivie.
22	<b>Offrir un service-conseil en gestion des matières résiduelles aux ICI du territoire</b> R : Consultants en gestion des matières résiduelles C : MRC, ICI, récupérateurs, municipalités, SADC	2020	EN COURS - Le service-conseil est offert pour aider les ICI à implanter les collectes des matières organiques. Une tournée d’appels a été effectuée au printemps. Un évènement a été organisé en partenariat avec l’économie circulaire pour (entre autres choses) promouvoir ce service.  <b>2020</b> : 20 commerces du Kamouraska ont été contactés pour faire le point sur leur gestion des matières résiduelles ou encore l’implantation de la collecte des matières organiques, en plus de se voir offrir du soutien en cas de besoin pour améliorer la gestion de leurs résidus. La microbrasserie Tête d’Allumette et le restaurant Chez Mamie ont reçu un accompagnement personnalisé puisqu’ils ont commencé à utiliser des contenants compostables. Le restaurant Mikes de La Pocatière a reçu du soutien pour finaliser l’implantation de la collecte des matières organiques.

ÉLIMINATION (SUITE)

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
23	<b>Promouvoir et encourager la mise en place des mesures de réduction à la source et de réemploi dans les municipalités locales</b> R : Municipalités et MRC C : ent. économie sociale, groupe citoyens	2019-2020	EN COURS 2019 : Le comité d’orientation a soulevé l’enjeu des bouteilles d’eau jetables comme cible possible. Co-Éco prépare un plan de match à présenter au comité. <b>2020</b> Adoption d'une Stratégie de bannissement des plastiques à usage unique par la MRC en lien avec le montage d'une demande de subvention pour accompagner les cantines du territoire dans une transition vers l’utilisation de contenants compostables.
24	<b>Mettre en place un projet d’économie circulaire avec les ICI du territoire</b> R : SADC du Kamouraska C : MRC, Co-éco, D.É. La Pocatière, Ville Saint-Pascal, CRIQ, CTTEI, Ville et régions innovantes du Québec	2018	TERMINÉ - L’obtention de subventions a permis de commencer le projet de symbiose industrielle piloté par la SADC.  <b>2019</b> : Depuis le début du projet, il y aurait eu 57 échanges, soit 490 tonnes de matières déviées de l’enfouissement et 596 tonnes de gaz à effet de serre évitées. 71 entreprises participent et réalisent des économies de 108 417 \$.  <b>2020</b> : Le bilan en date du 25 novembre 2020 est le suivant : depuis le début du projet (2017), on dénombre 75 ICI impliqués <sup>1</sup> , 1 676 tonnes de matières échangées <sup>2</sup> , 1 127 tonnes déviées de l’enfouissement <sup>3</sup> , 777 tonnes de gaz à effet de serre évitées <sup>4</sup> et des économies de 176 768 \$ <sup>5</sup> réalisées par les entreprises.
25	<b>Desservir le territoire par une ressourcerie.</b> R : Entreprises d’économie sociale ou MRC C : Municipalités, COSMOSS et ses partenaires	2020	TERMINÉ - Au Kamouraska, on retrouve au moins deux commerces de meubles usagés comme les Services Yan Morin à La Pocatière, Saint-Pascal a les Ateliers du partage et le Marché aux puces, tandis que La Pocatière, Rivière-Ouelle et Saint-Pacôme possèdent une friperie, etc. À noter que les écocentres du Kamouraska reçoivent des meubles et articles usagés pouvant être réutilisés et les revendent à faible coût. L’écochantier vise également la récupération, la mise en valeur et la mise en marché de matériaux issus de la construction, rénovation et démolition de bâtiments résidentiels, commerciaux et agricoles grâce à la création d’une boutique au Kamouraska et d’une autre à Rivière-du-Loup.
26	<b>Adopter ou modifier la réglementation municipale afin d’interdire certaines matières dans le bac à déchets</b> R : Municipalités C : MRC	2018	TERMINÉ – 2018 : tous les règlements municipaux de collecte des matières résiduelles ont été analysés et ils possèdent tous des dispositions leur permettant d’interdire les matières ciblées aux ordures.

<sup>1</sup> Les ICI participants ont accepté d’être référencés dans la base de données de Synergie BSL et avec laquelle l’organisme a eu un échange d’information dans la dernière année, en date d’émission de ce bilan.

<sup>2</sup> Il s’agit d’estimations conservatrices basées sur les informations fournies par les ICI, d’observation et de mesures prises sur le terrain. Dans le calcul de masse de matières échangées, il faut parfois convertir des volumes en masse. Pour ce faire, les outils de référence fournis par le Centre de transfert technologique en écologie industrielle sont utilisés afin d’estimer au plus juste ces masses.

<sup>3</sup> La destination finale d’un matériau n’est pas toujours bien connue. En effet, lorsque la matière transite par une tierce partie autre qu’une organisation municipale, la traçabilité est difficile. Il arrive que l’on doive extrapoler à partir d’informations recueillies auprès de la tierce partie et du L.E.T.

<sup>4</sup> L’estimation des tonnes de GES évitées s’effectue à l’aide de l’outil de calcul développé par le CTTEI. Cet outil tend à sous-estimer les émissions évitées. Il ne tient compte que de la production des matériaux vierges évitée, de la fin de vie du matériau de remplacement et du transport du matériel. À titre d’exemple, alors que l’institut Ellen McCarthur évalue que la production de textile émet 25 t de GES / t produite, le calculateur du CTTEI lui évalue à 3 t de GES/t produite

<sup>5</sup> Le calcul des économies se fait en comparant deux scénarios. Un premier scénario qui correspond à la situation de départ et un deuxième avec la mise en place de la synergie. Ainsi les investissements nécessaires et autres coûts supplémentaires nécessaires à la mise en place d’une synergie sont soustraits des économies réalisées en diminution des frais de GMR. Il arrive que Synergie BSL n’ait pas d’informations sur ces économies réalisées, aussi cet indicateur est largement sous-estimé. Nous ne comptabilisons que ce qui est disponible comme information, il n’y a pas d’extrapolation.



ÉLIMINATION (SUITE)

No	Mesure + responsables (R) + collaborateurs (C)	Échéancier	Avancement et commentaires
27	<b>Indiquer séparément les coûts reliés aux déchets, aux matières recyclables, aux matières organiques dans le budget annuel des municipalités.</b> R : Municipalités C : MRC	2018	TERMINÉ - 2018, toutes les municipalités ont été contactées et elles sépareraient déjà pour la plupart les coûts reliés aux différentes catégories de matières résiduelles dans leurs budgets.
28	<b>Analyser les coûts de gestion des matières organiques et déchets en vue de les indiquer sur des lignes distinctes dans les comptes de taxes.</b> R : Municipalités C : MRC	2018	EN COURS <b>2019</b> : La municipalité de Rivière-Ouelle a enseigné sa méthode de calcul à Co-éco afin qu'elle puisse être partagée avec les municipalités. <b>2020</b> : Voir mesure 29.
29	<b>Sensibiliser la population aux différences de coûts entre les matières recyclables, les déchets et les matières organiques</b> R : MRC C : Municipalités	2018	EN COURS - 2017 : Les coûts de traitement des trois voies ont été indiqués dans le mémo du tri distribué. <b>2019</b> : Une analyse plus poussée des coûts de collecte et traitement par matière a été tentée. La cueillette de données (2018) s'est avérée laborieuse vu les différents modes de fonctionnement en place sur le territoire. Le résultat est un essai intéressant mais non fiable. Le comité a signifié son intérêt pour suivre ces coûts. L'exercice a été reconduit en 2020 par la MRC en collaboration avec Co-éco permettant de réaliser une analyse macroéconomique des coûts liés à la gestion des matières résiduelles. Le tout a été présenté au conseil des maires. Cette initiative est un premier pas vers la sensibilisation de la population aux différences de coûts.
30	<b>Déterminer un mode de tarification incitative des déchets pour tous les secteurs et le mettre en place.</b> R : Municipalités C : MRC	2018	Voir mesure 7.

SUIVIS DE DONNÉES

No	Mesure	Échéancier	Avancement et commentaires
33 à 36	<b>Faire le suivi mensuel et/ou annuel des quantités de matières organiques, matières recyclables et déchets éliminés pour chaque municipalité en plus des boues de fosses septiques et de leur taux de valorisation</b> R : MRC C : Municipalités et autres	2020	EN COURS - Les tonnages par matière sont comptabilisés annuellement.